

# Le *Syllabus* vengé par l'histoire

Cinq expériences historiques confirment le *Syllabus*

par Louis Medler

**D**ÉMONTRER par l'histoire les principes du *Syllabus* : c'était l'objectif d'Émile Keller en publiant son commentaire du *Syllabus* (1865), qu'il considéra toujours comme son œuvre maîtresse <sup>1</sup>.

L'ouvrage eut une influence réelle sur les élites catholiques (Albert de Mun et le cardinal de Cabrières en ont témoigné), mais subit ensuite la « conspiration du silence <sup>2</sup> ». Il est totalement oublié aujourd'hui. Son auteur même semble avoir été gommé de l'histoire.

L'orateur que Napoléon III redoutait comme son « ennemi personnel », le député qui défendit Belfort, l'éminent catholique que Léon XIII pressentit pour diriger sa politique de « ralliement » (et qui refusa courageusement, annonçant au pontife les funestes conséquences d'une telle politique), Émile Keller est le grand oublié des historiens, surtout ceux de l'école « catholique libérale ». On ne lui pardonne pas d'avoir été le « député du *Syllabus* ».

Philippe Girard a remis cette figure à l'honneur pour les lecteurs du *Sel de la terre* <sup>3</sup>. Rappelons seulement ici qu'Émile Keller partagea, dans sa jeunesse, les illusions libérales. A 19 ans (en 1847), à l'unisson des préjugés de

---

<sup>1</sup> — Émile Keller, *L'Encyclique du 8 décembre 1864 et les principes de 1789, ou l'Église, l'État et la liberté*, Paris, Poussielgue, 1865 (2<sup>e</sup> édition : 1866). Texte disponible sur le site *Gallica* de la BNF. — Troisième édition (posthume) : *Les Syllabus de Pie IX et de Pie X et les principes de 1789 ou l'Église, l'État et la liberté*, Paris, Lethielleux, 1909. Texte disponible sur le site *Librius.net*.

<sup>2</sup> — Cette « conspiration du silence » était déjà notée par le général Louis de LAMORICÈRE (1806-1865), dans une lettre du 9 août 1865 (un mois avant sa mort) à Émile Keller. — Anecdote révélatrice : Émile Keller est aussi l'auteur d'une *Histoire de France* qui figura un temps parmi les livres recommandés à la jeunesse par Mgr Dupanloup. En 1866 – au lendemain de la parution de son commentaire du *Syllabus* – il découvrit que Mgr Dupanloup l'avait biffée de sa liste. – « Mon histoire est-elle devenue moins bonne, demanda-t-il, parce que j'ai adhéré à l'encyclique ? »

<sup>3</sup> — Voir les trois articles de Philippe GIRARD sur Émile Keller : (I) « Le député du *Syllabus* » : *Le Sel de la terre* 77, p. 80-116 ; (II) « Le député du Sacré-Cœur » : n° 79, p. 48-104 ; (III) « Le drame du Ralliement » : n° 81, p. 88-132.

son temps, il écrit des lignes, qui ressemblent étonnamment à la fameuse 80<sup>e</sup> proposition que le *Syllabus* condamnera vingt ans plus tard :

Le nouveau pontife paraît entrer dans une voie nouvelle : ne croyez-vous pas qu'en embrassant franchement les idées modernes, il pourrait reconquérir une partie de cette vieille influence qui est tombée si bas depuis quelques siècles <sup>1</sup> ?

Mais en décembre 1864, Keller a si bien changé d'avis qu'il dirige, en France, la diffusion clandestine de l'encyclique papale, que Napoléon III prétend interdire.

Le nonce apostolique, Mgr Chigi, craint une intervention de la police impériale et ne sait comment faire parvenir le texte aux différents évêques. Émile Keller s'engage à le faire remettre, en mains propres, dans les quarante-huit heures, à tous les évêques de France. Il racontera plus tard :

Le nonce ne pouvait en croire ses oreilles, mais, heureux de se débarrasser de son fardeau, il en remplit immédiatement mes poches. Je convoquai chez moi, le jour même, quelques jeunes gens dévoués au *Comité de Saint-Pierre* et à la cause du souverain pontife. Avec un indicateur des Chemins de fer, nous fîmes l'itinéraire de chacun, en partageant la France et ses diocèses en une dizaine de secteurs. Trois jours après, les encycliques étaient arrivées à leur destination, et nos courriers étaient revenus sans que personne eût jamais su de quel procédé le Saint-Père s'était servi. A l'exception de Mgr Lavigerie, alors à Nancy <sup>2</sup>, tous les évêques promulguèrent l'encyclique et le *Syllabus* <sup>3</sup>.

Transmettre aux évêques le texte du *Syllabus* était une chose. Le faire comprendre et accepter par les Français était un tout autre défi. Keller le releva généreusement.

## Les données du problème

La société humaine a-t-elle besoin de Jésus-Christ ?

Les hommes ne peuvent-ils pas se débrouiller tout seuls, au moins dans l'ordre politique et social ? La raison ne suffit-elle pas pour bâtir des sociétés justes et fraternelles favorisant le progrès scientifique et la civilisation ?

— Bien sûr, répond le monde moderne. Il suffit d'être rationnel ! L'humanité tâtonnera un peu, fera quelques expériences malheureuses, mais, *grosso modo*, continuera à progresser. Ne progresse-t-elle pas ainsi depuis des millénaires ? Il n'y a qu'à suivre la raison, et tout ira bien.

---

<sup>1</sup> — Émile KELLER, lettre de juin 1847, citée par Gustave GAUTHEROT, *Émile Keller (1828-1909)*, Paris, Plon, 1922, p. 27. — La 80<sup>e</sup> proposition condamnée par le *Syllabus* affirme : « Le pontife romain peut et doit se réconcilier et transiger avec le progrès, le libéralisme et la civilisation moderne. »

<sup>2</sup> — Mgr Lavigerie sera plus tard l'inspirateur du « Ralliement » à la République, en 1890. Voir « Le drame du Ralliement » dans *Le Sel de la terre* 81, p. 88-132. (NDLR.)

<sup>3</sup> — Cité par Gustave GAUTHEROT, *Émile Keller*, p. 123-124.

– Le « y a qu'à » est facile à dire mais plus difficile à réaliser, répond le bon sens. Avant d'être *rationnel*, l'homme est animal, c'est-à-dire *passionnel*. Qui assure la victoire de la raison sur les passions ?

– L'Église a autrefois joué ce rôle envers les peuples barbares, intervient le « catholique libéral ». Elle a contribué au progrès de l'humanité. Elle l'a fait sortir de l'enfance. Aujourd'hui, l'humanité peut se libérer de cette tutelle. L'Église reste utile aux individus, mais doit laisser les sociétés s'organiser de façon autonome, suivant les normes d'une raison devenue adulte.

– La raison humaine est loin d'être infaillible, réplique le *Syllabus*. Elle a besoin d'une révélation divine et d'une autorité surnaturelle rien que pour rester raisonnable (*a fortiori* pour connaître les vérités surnaturelles). L'Église demeure la gardienne de la loi morale, la garante de la justice et du progrès social. En rejetant son autorité, l'humanité retombera par paliers dans l'esclavage. En s'affranchissant de la foi, la raison perdra sa principale protection contre les illusions des passions.

– Blasphème ! hurle le monde moderne en déchirant ses vêtements. Vous l'avez entendu : le pape a blasphémé contre la raison !

C'est alors qu'Émile Keller entre dans l'arène. Il n'aborde pas la controverse en théologien ou en philosophe, mais en homme pratique, nourri d'expérience politique. Il lance le mot d'ordre : *Consultons l'histoire !*

### Comment procéder ?

D'emblée, Keller prend le contre-pied du « catholique libéral ». Entre le monde moderne qui ne veut pas d'autre autorité que la raison, et le pape qui proclame la nécessité de Jésus-Christ, le « catholique libéral » accorde à l'Église un rôle provisoire au Moyen Age, justifié par la grossièreté et l'ignorance de ces âges primitifs. Les progrès de la civilisation auraient ensuite permis la sécularisation progressive de la société. C'est la thèse que Keller veut combattre, et il pose d'emblée le principe inverse : la vraie religion est celle qui ne répond pas *seulement* aux besoins des enfants et des incultes, mais qui réussit à contenir et raisonner les passions même en ceux qui en ont le plus besoin : les adultes, et notamment les riches et les puissants.

Le caractère distinctif et nécessaire de la vraie religion, naturelle ou révélée, doit être d'offrir aux hommes et aux peuples un secours progressif, proportionné à leur degré de civilisation. En effet, c'est l'enfant, l'ignorant et le pauvre qui ont le moins besoin de l'assistance divine. [...] Dans sa rude vie, le labourer de tous les climats puise une sagesse et une vigueur qui, même avec une doctrine imparfaite, suffisent à maintenir sa race et ses mœurs [...]. S'il faut un secours efficace, une protection visible, un flambeau sûr, c'est à l'âge viril, tour à tour assiégé par les tentations du plaisir, de l'ambition et du gain ; c'est à l'ouvrier

des villes, actif et intelligent, mais aux prises avec le luxe et avec le scepticisme ; c'est au riche surtout, si prompt à s'endormir en une étroite oisiveté ; c'est enfin, entre tous, à l'homme de génie qui, dominant les autres, risque sans cesse de les perdre en se perdant lui-même.

Il en est de même des peuples. A la rigueur, l'instinct pourrait suffire à des tribus barbares, protégées par un rude climat et par une vie primitive. Mais, à mesure [...] qu'elles entrèrent en possession de la richesse, de la science et de la puissance militaire, leur sagesse, leurs vertus de famille, leur vigueur et leur liberté se sont de plus en plus exposées, si elles n'ont un remède croissant avec le danger.

Est-ce le catholicisme, est-ce le rationalisme qui nous donnera ce secours divin, nécessaire au siècle présent, en proportion même des lumières et de l'opulence dont il est justement fier<sup>1</sup> ?

En bref, la raison suffit-elle pour qu'une société reste raisonnable ?

Quel que soit le nom qu'on lui donne (conscience individuelle, stoïcisme, droits de l'homme, religion naturelle, philosophie, sens de la dignité humaine, morale laïque, éco-responsabilité, citoyenneté, humanisme, valeurs démocratiques, etc.), la raison humaine peut-elle, toute seule, sans aide, entraîner l'humanité dans les voies du progrès social et de la civilisation ?

— L'expérience a déjà été faite, répond Keller. Elle a été répétée à plusieurs reprises. Plutôt que de discuter dans le vide, interrogeons l'histoire.

### Cinq expériences historiques

La Chine, que Voltaire et ses amis proposaient à l'admiration universelle, ne retient pas longtemps Émile Keller. Aujourd'hui que le prestige de l'éloignement et de l'inconnu s'est évanoui, affirme-t-il, « on ne pourrait plus sans se couvrir de ridicule citer la Chine comme un pays modèle ».

C'est l'Empire romain, l'empire des Césars, qui constitue « le chef-d'œuvre de la civilisation sans l'Église ». Là, dans des conditions optimales, la raison humaine a pu mesurer ses forces – et sa faiblesse. La colossale expérience, menée sur plusieurs siècles, à l'échelle de trois continents, a entraîné l'humanité dans un formidable cul-de-sac : le CÉSARISME, synthèse à peu près parfaite des erreurs condamnées par le *Syllabus*.

En contraste, Keller présente alors l'expérience contraire, l'expérience politique du christianisme : l'édification de la chrétienté.

Entre ces deux modèles opposés, y a-t-il des solutions intermédiaires ? L'humanité les a également expérimentées. Après « la chrétienté, ou l'État dans l'Église », Keller présente ces essais de mitigation :

- « le schisme, ou l'Église dans l'État » (chapitre 10), et
- « l'hérésie, ou l'Église selon l'État » (chapitre 11).

---

<sup>1</sup> — Sauf précision contraire, toutes les citations sont extraites de l'ouvrage susmentionné d'Émile KELLER (éd. de 1909). Ici : chapitre III (« Qu'est-ce que l'Église ? Qu'est-ce que l'État ? »).

Ces intermédiaires sont en réalité les étapes de la dégradation de la chrétienté, tandis que l'humanité revient par paliers successifs vers son point de départ : le RATIONALISME, c'est-à-dire, en pratique, le CÉSARISME.

La grande expérience de l'Empire romain n'a pas suffi : une nouvelle fois l'humanité veut se conduire elle-même selon les seules lumières de la raison. Seule différence : ce ne sont plus des païens – *avant* le Christ – mais des apostats – *reniant* le Christ – qui la mènent. C'est « la Révolution ou l'État sans l'Église » (chap. 12). Où mènera la tentative ? Au socialisme, affirme nettement Keller : les hommes « ne seront plus que les misérables esclaves des fonctionnaires de l'État. Ainsi finira le rêve socialiste. Mais on en fera l'expérience. Le sort en est jeté <sup>1</sup> ». Cependant, cette société inhumaine (parce que trop exclusivement humaine) implosera. L'Église sera là pour aider le peuple à se relever. Alors « corrigé de cette utopie par l'expérience qu'il en a faite à ses dépens », il pourra reconnaître que le *Syllabus* de Pie IX n'était en réalité que « le code du bon sens et de la vérité, non seulement religieuse, mais politique et sociale ».

En brossant cette fresque historique, Keller a l'occasion de commenter toutes les propositions condamnées par le *Syllabus*. Les erreurs les plus extrêmes inspirent la première expérience (l'Empire romain) et la dernière (le monde moderne depuis 1789). Les erreurs plus modérées trouvent leur réalisation dans les schismes ou l'hérésie. Et face aux 80 erreurs dénoncées par Pie IX, l'idéal positif se réalise concrètement dans la chrétienté.

Suivons maintenant le guide dans sa démonstration historique.

## **Première expérience : l'Empire romain (l'État avant l'Église)**

Rome, héritière universelle du génie humain

Rome a réellement été le chef-d'œuvre de la civilisation sans l'Église. C'est bien là que les apôtres du progrès prétendent nous ramener [...].

Rome n'était elle-même que le résumé de quatre mille ans de travaux et de civilisation. [...] Après avoir librement exploré le monde et la science, après avoir cherché, chacun de son côté, le secret de leur destinée, ces cent peuples séparés étaient venus remettre en commun, au sein de l'empire romain, le fruit de leurs labeurs et de leurs découvertes.

Que manquait-il à cette puissante réunion pour assurer au monde paix, unité, grandeur et liberté ? Aux antiques Phéniciens Rome avait pris leurs vaisseaux et le domaine des mers, à la Grèce ses œuvres inimitables d'art, de poésie et de sa-

---

<sup>1</sup> — Appendice ajouté par Émile Keller en 1909, à la veille de sa mort, pour la réédition de son ouvrage.

gesse, à l'Asie ses trésors fameux, à l'Égypte ses inépuisables moissons et ses bibliothèques séculaires. Le moment semblait venu de tirer parti de tous ces éléments [...]. Le genre humain n'avait plus qu'à recueillir ses souvenirs, ses lumières éparses, et qu'à prendre enfin possession de lui-même après une si longue attente.

## Le résultat de l'expérience

Cet empire, en qui s'étaient concentrées toutes les forces de l'antiquité, n'aboutit, on le sait, qu'à la corruption et à la tyrannie la plus hideuse. Plus de travail libre ni d'honnête propriété ; le sort des esclaves empirant chaque jour, et leur nombre croissant sans mesure ; le divorce et l'infanticide impunis ; les femmes disputant aux hommes la célébrité du vice ; la vie et la fortune de chacun à la merci d'un délateur ou d'un proconsul, et, pour digne couronnement d'un tel édifice, le pouvoir absolu, illimité, d'un Tibère, d'un Néron, d'un Caligula : voilà la merveille bien connue de la société avant l'Église.

C'est en vain que les courtisans du Césarisme essayent de broder sur ces horreurs, je ne sais quelle théorie de progrès continu et indéfini. Les morts se lèvent pour les démentir. Car les morts ont écrit, et, d'une voix unanime, leurs écrits attestent à cette époque une décadence incurable, irrésistible. [...] A entendre Salluste, Tacite et les autres, l'opulence avait toujours et fatalement conduit les peuples à la mollesse, à la dépravation et à la ruine. Les richesses, les lumières, les arts, la grandeur et le pouvoir n'étaient que des dons perfides imprégnés d'un venin caché. Condamnée au mal dès son berceau, l'humanité tournait ainsi dans un cercle lamentable. Plus elle s'élevait par sa vertu et par son énergie, plus elle semblait bientôt condamnée à redescendre dans le vice et dans la honte.

Que signifie cette théorie farouche ? [...] C'est l'aveu de la déchéance originelle, la constatation d'un mal croissant, et l'absence de tout remède efficace pour le guérir.

## Pourquoi cet échec ?

Pourtant la voix de la conscience, l'instinct du droit et de la justice naturelle, l'amour de la liberté et du progrès, ne manquaient pas plus aux anciens qu'aux modernes. [...] Comment donc expliquer ce singulier mystère, qu'ils soient librement arrivés à détruire toute liberté, et que, dans la vie sociale, la liberté du mal ait tué la liberté du bien ?

La chose est simple, et chacun va la comprendre. Reconnaisant le penchant au mal, qu'aucun homme de bon sens ne saurait nier, le Romain de l'empire, comme le rationaliste de nos jours, avait pris soin d'extirper peu à peu, jusque dans sa dernière racine, toute intervention et tout secours divin, c'est-à-dire le remède même qui pouvait le sauver. Pour combattre le mal, il ne connaissait plus qu'une seule puissance : l'État ou, en d'autres termes, les forces naturelles

déchaînées et livrées à leurs entraînements, le mal lui-même concentré et affranchi de toute loi morale.

### Le rationalisme mène au césarisme

La religion primitive s'était partout altérée. On avait peu à peu oublié ce qui faisait son essence : le dogme de la chute, la nécessité et l'attente d'une réparation, et cette sorte de rédemption anticipée qu'opéraient le sacrifice et la vertu. Sous mille formes barbares et monstrueuses, le paganisme en était venu à satisfaire chacune des passions qu'il aurait dû combattre. Assemblés à Rome, les prêtres de tous les peuples et de tous les dieux n'étaient plus que des jongleurs, exploitant, d'accord avec l'État, les restes d'une superstition expirante. [...] Depuis qu'elles se trouvaient ainsi en présence dans la capitale du monde, ces innombrables croyances, bizarres et contradictoires, ne pouvaient plus se prendre au sérieux. Elles arrivaient précisément à se fondre au sein de ce vague rationalisme, aujourd'hui reproduit par nos libres penseurs. [...] La raison humaine, dégagée des traditions symboliques et légendaires de son berceau, devait puiser en elle-même le secret de toute vérité et le remède à tout mal. La raison de la grande majorité se reflétait, naturellement et forcément, dans l'État. Elle avait dans l'empereur sa personnification la plus haute. C'était là le Messie, le Rédempteur si longtemps promis, si longtemps attendu. En sacrifiant à César, on adorait la justice éternelle et son représentant visible. Ainsi tous les pouvoirs spirituels et temporels étaient réunis et confondus dans la main de l'État.

Que devinrent la morale et le droit naturels, qui avaient fait jadis le fond commun de toutes les religions [...] ? Les passions, qui avaient été assez fortes pour défigurer les dogmes primitifs et pour en faire sortir le paganisme, eurent libre carrière pour fausser en chacun les lumières du bon sens et de la justice. L'immortalité de l'âme ne fut plus bientôt elle-même qu'une conjecture. A la sanction des récompenses et des peines éternelles, rejetées parmi les mythes d'un autre âge, succédèrent la menace et la séduction, toujours présentes, des châtiments et des faveurs tombant du trône de l'empereur. César fut réellement dieu sur la terre, seul infaillible, seul tout-puissant, et le culte que l'on croyait rendre, en sa personne, à la raison universelle, devint la plus brutale des religions, celle de l'or, de la force et des jouissances matérielles.

### Dégradation de la morale publique

Condamnés à des aspirations isolées et à de vagues protestations, les gens de bien n'avaient plus d'organisation, plus de sacerdoce, plus d'unité. Ce qui leur restait d'indépendance fut promptement broyé par les rouages de la grande machine gouvernementale [...].

Pour échapper aux étreintes de ce despotisme brutal, les peuples cherchaient un faux affranchissement dans la liberté du mal, qui ne faisait qu'accroître leur

misère et leur servitude. La religion du serment n'était plus qu'un jeu. Malgré les précautions d'une police raffinée et d'une justice impitoyable, ceux qui, aujourd'hui, adoraient le dieu César et lui juraient éternelle fidélité, se donnaient, le lendemain, la triste satisfaction de le poignarder et de le remplacer par un maître pire encore.

Le mariage, jadis placé sous la protection des dieux, pris à témoin de l'engagement inviolable des époux, fut réduit à un contrat précaire, résultat de convenances passagères, que le moindre accident pouvait mettre à néant. La femme chercha son émancipation dans le divorce et la stérilité. Malgré les primes données par l'État aux familles nombreuses, la population, tarie dans sa source, se restreignit peu à peu aux proportions fixées par l'égoïsme.

### Une tyrannie sans recours

Au milieu de cette corruption générale, le pouvoir, assiégé par le vide qu'il faisait autour de lui, était un monstre affamé, se hâtant d'arracher tout bien dans sa racine, dévorant dans l'empire, aux frontières et jusque dans les pays les plus lointains, ce que la vertu y produisait encore d'hommes valides, de soldats, de moissons, de richesses. Les moyens matériels à sa disposition n'étaient que trop puissants. Sans rien changer à sa nature, les découvertes modernes n'auraient été entre ses mains que les engins d'une tyrannie plus effrénée. La presse lui eût permis de livrer, tous les jours, les intelligences aux mensonges et aux flatteries de quelques journalistes patentés ; la vapeur et l'électricité, d'atteindre, aux extrémités du monde, les suspects dénoncés à sa colère ; les canons rayés, de poursuivre, au fond de la Germanie, les derniers restes de la vigueur et de l'indépendance humaines ; le crédit, de pomper plus vite, jusqu'à la dernière obole, les épargnes cachées, et de manger par avance les moissons à venir. Rome eût été plus grande, le Colisée plus gigantesque, les bêtes féroces et les victimes plus nombreuses, les prétoriens plus avides, le luxe plus somptueux, la décadence et la ruine plus tôt consommées. Voilà pourtant le chef-d'œuvre de la civilisation antique, l'apogée de la raison humaine, usant librement de ses forces et de tous les dons de la création ; le règne du droit naturel, rejetant l'appui de toute religion révélée et de toute intervention divine.

En face d'une pareille puissance, que pouvaient les âmes généreuses ? Elles avaient beau résister au torrent, ne pas courber la tête sous ce joug avilissant, et refuser d'adorer le maître aux pieds de qui la foule se ruait : quel arbitre invoquer, quel concert former contre cet absolutisme ? Il se donnait lui-même pour la justice incarnée ; il avait pour le prouver la raison du plus fort, et on le voyait renaître, plus dur et plus impudent, de toutes les révolutions.

Jadis, les peuples vivaient séparés par les montagnes et par les mers. Sous la garde de la simplicité et de la pauvreté primitives, les anciennes religions avaient pu, quoiqu'imparfaites, préserver, dans une certaine mesure, la propriété, la famille et l'indépendance nationale. Aujourd'hui tout était confondu, réuni. La lutte

du bien et du mal était concentrée sur un seul champ de bataille. Il n'y avait de salut possible que dans la vérité pure et sans alliage, rendue aux hommes par Dieu et donnant les gages les plus certains de son origine divine. Une société parfaite, instituée par Dieu, pouvait seule rallier les forces éparses, les consciences disséminées, les âmes égarées, et verser à flots l'huile de la vertu dans la lampe prête à s'éteindre. Et si, au contraire, la Providence abandonnait les hommes en une pareille extrémité, il n'y avait plus, comme le crurent Caton et Thraséas, qu'à s'ouvrir les veines, en maudissant la loi qui gouverne ce triste monde.

### Une descente aux enfers résumée dans le *Syllabus*

Ayant achevé sa description, Keller y retrouve les erreurs du *Syllabus*, enchaînées les unes aux autres dans leur descente vers l'enfer :

Ainsi, bien avant l'Église, l'histoire a imprimé un stigmate ineffaçable aux erreurs radicales, signalées par Pie IX. Il a été établi, de manière à n'en jamais plus douter, que là où, n'ayant aucun égard à Dieu, et étant elle-même sa loi, la raison <sup>1</sup> est l'unique arbitre du vrai et du faux, du bien et du mal, elle est impuissante par ses forces naturelles à procurer le bien des hommes et des peuples.

Dans des temps assez malheureux pour tomber dans cette illusion, l'État, seule autorité que la raison parvienne à constituer <sup>2</sup>, devient l'origine et la source de tous les droits. Son propre droit n'est circonscrit par aucune limite, c'est-à-dire que, réunissant en ses mains le pouvoir temporel et le pouvoir spirituel, il se réduit à un despotisme sans frein et sans bornes.

Sous quelque forme qu'elle se déguise <sup>3</sup>, cette autorité n'est plus autre chose que la somme aveugle du nombre et des forces matérielles.

L'injustice de fait <sup>4</sup> couronnée de succès prend, sans obstacle, la place de la sainteté du droit.

Les lois de la morale <sup>5</sup>, se passant de la sanction divine et ne recevant plus de Dieu le pouvoir d'obliger, arrivent à méconnaître les principes les plus simples du droit naturel.

On ne reconnaît <sup>6</sup> désormais d'autres forces que celles qui résident dans la matière, et, à la fin, tout système de morale, toute honnêteté ne consiste qu'à accumuler et qu'à augmenter à tout prix ses richesses et qu'à se procurer des jouissances.

Le droit <sup>7</sup> ne repose plus que sur le fait matériel ; tous les devoirs des hommes deviennent un mot vide de sens, et tous les faits humains ont force de droit.

1 — *Syllabus*, proposition 3.

2 — *Syllabus*, prop. 39.

3 — *Syllabus*, prop. 60.

4 — *Syllabus*, prop. 61.

5 — *Syllabus*, prop. 56.

6 — *Syllabus*, prop. 58.

7 — *Syllabus*, prop. 59.

Les atteintes <sup>1</sup> les plus criminelles et les plus honteuses portées à la justice et à la morale naturelle, la violation des serments les plus sacrés, non seulement ne sont plus blâmées, mais, sous le manteau du patriotisme, elles ont la prétention d'être tout à fait licites et dignes d'éloges.

L'indissolubilité du mariage <sup>2</sup> n'est plus reconnue comme un lien de droit naturel, et le divorce est sanctionné par les lois.

En présence de tels abus <sup>3</sup>, on en vient à ne plus croire à aucune action de Dieu sur les hommes ni sur le monde.

Et pour couronner son œuvre, la raison <sup>4</sup> proclame qu'il n'existe aucun Être divin <sup>5</sup>.

La voie est sans issue. Dieu lui-même doit intervenir.

## Deuxième expérience : la chrétienté

### Révolution ou régénération ?

Face à la tyrannie, le monde moderne n'a qu'un recours : l'insurrection populaire. Mais à quoi bon s'insurger contre les Césars ?

Quand on parviendrait à les renverser, ce qui n'est pas facile, qu'y gagnerait-on, sinon de les remplacer par leurs pareils, et d'ajouter les maux des révolutions à ceux de la tyrannie ?

Les Romains ne se faisaient pas faute de changer d'empereurs. Stériles bouleversements car ces monstres étaient bien ceux que l'on méritait, et il n'y en avait pas de meilleurs à mettre à leur place.

Il y a toujours une correspondance entre le gouvernement d'une société et l'état moral de cette société. La nature des choses impose cet équilibre. La régénération d'une société ne peut donc se faire uniquement par voie d'autorité. Il faut une préparation morale à l'intérieur du peuple.

Le premier besoin d'une société est d'être gouverné, fût-ce par des brigands, et d'obtenir, s'il le faut par la force, l'ordre et les vertus premières sans lesquelles il n'y a plus de société. Là où l'homme ne travaille pas de son gré, l'esclavage seul l'empêche de descendre à l'état sauvage ; si la famille n'est pas assez forte pour subsister à ciel ouvert, la femme est vouée à une captivité qui la préserve seule de la promiscuité ; enfin la nation obéit à un ou plusieurs tyrans, ou se perd dans l'anarchie, quand elle ne sait pas respecter et soutenir un pou-

---

1 — *Syllabus*, prop. 64.

2 — *Syllabus*, prop. 67.

3 — *Syllabus*, prop. 2.

4 — *Syllabus*, prop. 1.

5 — Chapitre IV (« L'Empire romain ou l'État avant l'Église »).

voir régulier. L'état moral des hommes est ainsi la mesure des lois et des institutions qui peuvent les gouverner. Qu'ils soient complètement mauvais, il n'y aura que tyrannie et qu'oppression. Qu'ils deviennent parfaits, la liberté et la justice n'auront point de limites. Mais, en tout temps, par un ordre de la Providence, qui ne permet que le moins de mal possible, les lois valent les peuples, et les souverains les plus vicieux travaillent encore, jusqu'à un certain point, au maintien de la paix sociale et de la morale publique.

En devenant soi-même plus vertueux et en rendant les autres meilleurs, on est certain de contribuer à l'avènement d'un régime plus équitable. Mais c'est par de longs et pénibles efforts, par de généreux sacrifices qu'une telle œuvre s'opère. Jusque-là, il faut se soumettre aux décrets de la divine justice. Par un droit que nul ne lui contestera, elle départit à chacun le gouvernement qu'il mérite, et elle fait naître, spontanément et naturellement, l'État, de l'ensemble des forces matérielles, intellectuelles et morales de chaque nation. Que cette loi, qui domine toutes les autres, se nomme droit divin, force des choses, nécessité sociale, elle n'en existe pas moins partout. Elle constitue la justice relative, imparfaite parce que les hommes sont imparfaits, mais respectable parce qu'elle est la seule possible, et qu'elle forme le lien moral d'une nation. Obéir à cette loi, c'est reconnaître la vraie mesure de l'autorité et de la liberté ; c'est leur ouvrir la seule voie du progrès possible.

Pour régénérer l'humanité, il faudra d'abord, à la suite du Christ, trois siècles de martyrs.

L'esprit de violence et d'anarchie était tel que, pour réveiller le respect de l'autorité et du droit d'autrui, il fallait, à l'exemple du Christ, abdiquer jusqu'à l'exercice de ses propres droits et aller aux dernières limites de l'abnégation.

Toutefois, en s'oubliant lui-même, le chrétien se réservait une liberté qu'il défendait également jusqu'à la mort, celle de ne pas faire le mal et de ne jamais être complice de l'injustice d'autrui. Ce double héroïsme faisait à la tyrannie et à la servilité, qui nourrit la tyrannie, de mortelles blessures. Les Césars, à qui personne n'avait jamais rien refusé, avaient tout à coup rencontré une résistance, un *Non possumus* inconnu. Ils entendirent répéter qu'il valait mieux obéir à Dieu qu'aux hommes, et qu'à leur tour, malgré toute leur puissance, ils rendraient à ce Dieu vengeur un compte rigoureux. A ces mots, ils voyaient se dresser devant eux le Crucifié du Calvaire, ressuscité et vivant dans son Église, condamnant d'avance leurs horribles forfaits : et, en dépit de leurs efforts pour le crucifier de nouveau et pour étouffer à jamais sa voix, le règne de la justice, que le Christ était venu rétablir sur la terre, se consolidait et s'étendait peu à peu dans tout l'empire <sup>1</sup>.

Après cette longue préparation, le moment vint enfin où l'Évangile put devenir la règle officielle de la cité.

---

1 — Chapitre V (« Les persécutions ou l'Église malgré l'État »).

Sans doute, la richesse, la science et le pouvoir ne sont pour l'Église que des biens secondaires. Elle a prouvé qu'elle pouvait triompher sans eux et malgré eux. [...]. [Mais] ses adversaires l'accuseraient avec raison d'impuissance, ils la rejetteraient comme ne répondant pas aux justes aspirations du cœur humain, si, après la perfection morale, elle ne produisait pas aussi, comme un surcroît naturel, le progrès temporel, la liberté politique et sociale, l'émancipation de la femme et de l'esclave, le bien-être des pauvres et le soulagement des opprimés. [...]

Ainsi, tout nous apparaîtra complet dans cette seconde création plus admirable que la première, dans ce plan du monde surnaturel restaurant et soutenant le monde naturel. L'ordre social et l'ordre politique ne feront plus qu'un avec l'ordre religieux, et leur expansion simultanée justifiera cette parole trop peu méditée : « Cherchez le royaume de Dieu et sa justice, et vous aurez tout le reste par surcroît »<sup>1</sup>.

## 1) La justice sociale

C'est d'abord la famille, puis l'organisation du travail qui sont régénérées par l'Église. Keller ne s'attarde guère sur la première :

Cette œuvre d'émancipation est bien connue. Il est inutile de la raconter. [...] Chacun sait comment la femme chrétienne reprit sa place et sa dignité au foyer conjugal.

Mais en plein 19<sup>e</sup> siècle, alors que les ouvriers sont frappés de plein fouet par la dérégulation économique et sociale entraînée par les « principes de 1789 », il détaille la deuxième.

### • *Abolition progressive de l'esclavage*

Au sein de l'Église, l'abîme qui séparait l'esclave du maître fut sur-le-champ comblé, et saint Paul put dire : « Il n'y a parmi nous ni hommes libres ni esclaves. » [...]

Peu à peu l'esclave fit, par l'autorité des conciles et des lois civiles, trois grandes conquêtes. Sa *liberté spirituelle* et morale fut assurée, sous les peines les plus sévères, par le repos du dimanche, qui lui donna un jour sur sept pour nourrir son esprit et son cœur. L'indépendance de son *foyer domestique* fut consacrée par le mariage religieux et par la défense irrévocable de séparer l'homme de sa compagne. Enfin la possession d'un *patrimoine inaliénable* lui fut garantie par la suppression de la servitude personnelle, et par l'affectation du serf à une terre, qui ne pouvait plus lui être ravie.

En même temps, le travail libre, propagé comme un devoir et un honneur, enlevait à la servitude sa véritable raison d'être, et commençait graduellement sa com-

---

1 — Chapitre VI (« La société chrétienne ou l'État dans l'Église »).

plète abolition. [...] Bientôt l'esclavage put être solennellement effacé du droit civil et du droit des gens. Dès lors, les papes et les conciles n'ont plus cessé de le combattre et de le flétrir comme un déshonneur pour la civilisation chrétienne.

### • *Moralisation de l'économie*

Une transformation non moins importante s'opéra dans la propriété, et amena peu à peu cette répartition plus équitable de la richesse, sans laquelle l'indépendance de l'homme n'est qu'un vain mot. [...]

Le progrès fut aussi lent et aussi pacifique que pour l'abolition de l'esclavage. Il s'agissait, en effet, d'amener les petits et les faibles, non pas à dépouiller les plus forts, mais à respecter au contraire les inégalités nécessaires et les fortunes acquises, qui, après tout, forment la richesse sociale. Puis ils devaient apprendre à chercher, à leur tour, dans l'activité et dans l'économie un moyen de sortir de la misère. En même temps il fallait persuader les riches qu'ils étaient des dispensateurs, établis par Dieu dans l'intérêt des autres, et qu'un jour ils rendraient un compte rigoureux de leur superflu. Ils étaient donc tenus de faire la part de Dieu, celle de l'ouvrier et du pauvre, aussi large que possible, et de diminuer d'autant la part de leurs propres jouissances. Loin de les dispenser de la loi du travail, la fortune, désormais, les obligeait à rendre de plus grands et de plus généreux services à leur pays.

### • *L'Église contre l'usure*

Cette réforme gigantesque trouva son couronnement et son expression la plus haute dans l'interdiction du prêt à intérêt, loi mal connue qui, à elle seule, demanderait un vaste travail pour l'éclairer <sup>1</sup>.

L'Église n'était pas assez simple pour ignorer cette fécondité du capital, que les Christophe Colomb de la science économique s'imaginent avoir découverte. Seulement, à ses yeux, la fécondité du capital, comme celle de la terre, était la récompense donnée par Dieu au travail, et refusée à l'oïseté qui n'arrose point le sol de ses sueurs. Inspiré par ce grand enseignement, le propriétaire chrétien, loin de tirer de ses champs tout ce qu'il pourrait en exiger, abandonnera aux fermiers et aux ouvriers qui les cultivent, une part croissante de ses récoltes ; il finira par ne leur demander qu'une redevance proportionnée aux services qu'il leur rend lui-même, en veillant gratuitement à la sécurité et à la défense du territoire. De même, loin de tirer du capital, sans le moindre risque et sans la moindre fatigue, le plus clair et le plus net de ce qu'il peut produire, le commerçant n'en jouira que dans la mesure où il aura réellement exposé son bien, dépensé son temps et ses peines. Pour la richesse foncière comme pour la richesse mobilière, au lieu d'être séparés et de se faire la guerre, le capital et le travail seront

<sup>1</sup> — Émile Keller réalisa ce travail plus tard. Voir : « Contre la séparation de l'Église et de l'économie » dans *Le Sel de la terre* n° 80, p. 163-171. (NDLR.)

ainsi réunis dans les mêmes mains. Personne ne payera d'intérêt parce que personne n'empruntera, et que chacun fera valoir sa propre fortune. Chacun sera tenu de rendre à son pays des services correspondant aux revenus dont il jouit, et leur servant, en quelque sorte, de justification.

Non seulement la richesse sera ainsi purifiée dans son origine, non seulement elle continuera à fructifier par le travail et non par l'oisiveté, mais elle trouvera moyen, tout en se conservant, de se répartir sur ceux que la faiblesse de l'âge ou du sexe, la maladie ou les accidents de la fortune mettraient dans l'impossibilité de subsister eux-mêmes. [...] C'est ainsi que, dans les communes et dans les corporations ouvrières, qui, comme une puissante végétation, ont couvert, en un clin d'œil, le sol du moyen âge, chacun contribue librement à grossir un fonds commun, ressource des malades, des veuves, des orphelins, des filles sans dot, en un mot de toutes les misères.

Par cette organisation spontanée et par cette union volontaire de l'épargne et du travail, le commerce et l'industrie, aussi bien que la terre, cessaient d'être livrés à quelques gros capitalistes, se faisant la guerre et exploitant leurs ouvriers. Pour ceux qui l'avaient défriché et fécondé, chaque métier devenait un patrimoine et un bien commun, suffisant pour les mettre à l'abri du chômage et de la concurrence.

### • *Surtout : l'exemple !*

Mais il ne suffit pas que le travail, l'économie, le dévouement, l'esprit d'association, trouvent, dans une doctrine parfaite, de lumineux et perpétuels enseignements. Il leur faut, comme à toute vertu en ce monde, des exemples vivants, saisissants, entraînants.

La famille et la corporation chrétiennes trouvaient ces secours réunis dans la famille et dans la corporation monastiques. Intrépides au travail, les moines s'étaient mis à défricher de préférence les cantons les plus sauvages et les plus solitaires. Devenus riches par leur économie, ils avaient répandu le bien-être autour d'eux. Bientôt leur concurrence pacifique avait forcé les seigneurs à améliorer le sort des serfs et des tenanciers, et à réduire le revenu des propriétés à une redevance de moins en moins lourde. Leur puissant esprit de corps, fondé sur la libre obéissance et sur le dévouement volontaire, s'était communiqué aux corps de métiers, qui n'avaient eu qu'à calquer les statuts et l'organisation des cloîtres. Enfin, leurs biens étaient non seulement le patrimoine de Dieu, à qui il faut un culte et des autels dignes de lui, mais le patrimoine des pauvres, servis et assistés dans leurs besoins divers ; le patrimoine de la science, distribuée gratuitement aux enfants du peuple, et les conduisant, suivant leurs aptitudes, aux plus hautes dignités de l'Église ; le patrimoine des lettres et des arts, cultivés sans relâche, même aux plus mauvais jours à l'ombre des cloîtres ; enfin, pour les cas extrêmes de guerre ou d'invasion, de peste ou de famine, la réserve où la nation tout entière trouvait encore des ressources inattendues et une générosité à toute épreuve.

Les moines furent donc à la fois l'exemple et le moteur de la régénération chrétienne de l'économie. Mais ce n'est pas tout. Il fallait que fût donné aussi, et en même temps, l'exemple du détachement absolu. Dans sa fécondité ininterrompue, l'Église engendra ainsi, après les moines travailleurs (*ora et labora*), les frères mendiants :

Au milieu des prospérités trop oubliées du 13<sup>e</sup> siècle, alors que les cités d'Italie regorgeaient de luxe et de richesses, que les communes de Flandre dépassaient en splendeur la Belgique moderne, et que la France elle-même, selon le témoignage de l'histoire, était aussi peuplée que de nos jours, une partie des moines se firent pauvres et mendiants. Dédaignant les richesses matérielles, qui n'avaient plus besoin de leurs bras pour être conquises, ils ne s'occupèrent plus qu'à amasser et qu'à prodiguer à la foule, avec les trésors de la vie spirituelle, ceux de la musique, de la poésie, de la peinture et de l'architecture chrétiennes.

Et s'il fallait une preuve supplémentaire de l'utilité économique et sociale des religieux, voici les contre-exemples. En Allemagne, en Angleterre et aux Pays-Bas à partir du 16<sup>e</sup> siècle, en France à partir de la Révolution, la suppression des moines entraîna une très nette aggravation du sort des pauvres.

Toutes les fois qu'on a persécuté les ordres religieux, la propriété et la famille ont reçu une grave atteinte : privées du bouclier qui les préservait, elles sont restées exposées à tous les coups de l'ennemi. Je parle ici, spécialement, de la propriété et de la famille du pauvre, le seul qui, en temps ordinaire, soit réellement menacé de la servitude. Le sort du peuple, le sort de l'ouvrier est intimement uni à celui de l'Église, qui l'a émancipé <sup>1</sup>.

## 2) La justice politique

L'Église accomplit la même régénération dans l'ordre politique :

Ici encore des moyens et une organisation surnaturels pouvaient seuls restaurer et soutenir l'ordre naturel. Il ne suffisait pas d'un enseignement doctrinal, si pur et si parfait qu'il fût. Le pouvoir, comme la richesse, avait besoin d'exemples vivants, perpétuels, d'un désintéressement et d'un dévouement à la chose publique poussés jusqu'à l'héroïsme. Il fallait à la société des hommes d'élite, abdiquant tout honneur, toute influence personnelle pour se vouer à la défense de la justice et à la protection des faibles. Ainsi se constituerait, en dehors du pouvoir civil, une hiérarchie spirituelle indépendante, un type d'autorité et de liberté, une représentation en permanence des intérêts moraux et populaires, un instrument de progrès et d'émancipation, un rempart inébranlable contre les retours offensifs du despotisme.

Le piège, ici, était évident : la théocratie !

---

1 — Chapitre VII (« Liberté sociale dans l'Église »).

Quelle tentation, pour l'Église, que d'accaparer et absorber tout pouvoir politique. Humainement la tentation était irrésistible. Seule une assistance divine pouvait empêcher d'y succomber. Or, globalement, les papes y résistèrent. L'histoire le prouve, malgré les caricatures et les calomnies. La chrétienté représente un équilibre unique, impossible à imiter.

Ce n'était pas [...] une théocratie réunissant tous les pouvoirs. [...] Mais, constituée en dehors de l'État et au-dessus de l'État, la force morale était assez indépendante et assez sûre d'elle-même pour le contenir et au besoin pour lui résister. Telle fut l'Église.

Cette autorité sut défendre pacifiquement les intérêts

des pauvres, des petits, des faibles, des femmes, des enfants, de ceux qui ont des droits, sans être assez forts pour les défendre eux-mêmes. [...]

Pour sauvegarder ainsi l'autorité et la liberté fondées sur la justice, il fallait un arbitrage suprême, offrant les plus hautes garanties d'impartialité et de désintéressement, d'intelligence et de force morale. L'Église seule pouvait représenter les faibles et s'opposer aux attentats de la force. Ce fut elle, en effet, qui, au nom des intérêts populaires et de la morale publique, vint siéger dans les états généraux, à côté de la noblesse et du tiers état ; elle qui assista, comme témoin et comme délégué de Dieu, aux engagements solennels pris par les princes et par les peuples le jour du sacre, véritable mariage entre le souverain et la nation. Elle seule, enfin, déterminait les cas suprêmes où les excès de la tyrannie avaient brisé ce pacte, et où les peuples, déliés de leur serment de fidélité, étaient libres de se donner un autre chef.

Un contrôle nécessaire était ainsi assuré à ce droit redoutable de résistance des peuples qui, par son légitime exercice, est la sanction de la liberté, mais qui, par ses abus, en devient sur-le-champ la ruine. [...] Point de paix ni de liberté possibles sans l'arbitrage d'une puissance morale, à la fois respectée par les peuples et par les princes.

### • *Les papes, grands défenseurs de la civilisation*

Pour défigurer l'intervention du Saint-Siège, on l'a représentée comme une tyrannie <sup>1</sup>, et l'on a accusé les papes d'avoir écrasé le moyen âge sous le poids d'un pouvoir théocratique, et d'avoir ainsi dominé le monde chrétien à la façon des princes absolus. Il est certain que tel eut été le penchant inévitable d'une religion et d'un sacerdoce humains, et la soif de domination est tellement impérieuse au cœur de l'homme que la modération et l'équité du Saint-Siège sont une des preuves les plus manifestes de la divinité du christianisme.

Le système de dénigrement de nos historiens à l'égard des papes a été poussé si loin, conduit avec tant de persévérance et de cynisme, qu'il a fallu la cons-

---

<sup>1</sup> — *Syllabus*, proposition 34.

ciencia des protestants allemands pour nous donner à nous-mêmes le courage de réhabiliter ces grands pontifes, qui ont été la gloire de l'Église et, souvent aussi, la gloire de la France, leur patrie. Aujourd'hui enfin, l'on sait et l'on ose dire, sans rougir, que les papes ont été le boulevard de la civilisation contre les musulmans et les empereurs d'Allemagne, contre les barbares et les despotes de tous les siècles, depuis saint Léon et saint Grégoire le Grand jusqu'aux temps modernes. Maniant des milliards [...], ils n'ont jamais songé à étendre leur propre territoire ; ils ont disposé, en faveur de nouvelles dynasties, des couronnes mises à leurs pieds par les guerriers chrétiens ; ils n'ont gardé, comme leur domaine, que ce qui était indispensable à leur indépendance et à leurs libres communications avec le monde catholique. [...]

De là un droit des gens nouveau, dont l'antiquité n'avait même pas eu la notion. La guerre entre les peuples chrétiens devint plus rare et moins cruelle, et il leur fut permis de s'unir, autour d'un drapeau commun, pour la défense de la civilisation et pour la conquête du reste du monde.

Ainsi, avec un minimum de force matérielle, et grâce à l'ascendant de la force morale, l'Église avait amené les pouvoirs de fait à être eux-mêmes des pouvoirs de droit, façonnés à son image, recevant l'autorité d'en haut, l'exerçant pour la défense de la justice. En même temps, elle avait fondé la liberté pour tous sur le dévouement à la chose publique et sur le respect de la justice. De l'autorité, elle avait fait une institution destinée au bien général, intéressée à consulter toutes les classes et tous les intérêts, les conciliant entre eux, et n'usant que contre des attentats manifestes des peines corporelles et des répressions sanglantes. [...]

A défaut de l'âge d'or, à jamais banni de la terre, c'était du moins celui des grandes luttes, des généreux combats et des puissantes convictions, véritable âge d'or de l'homme de cœur. Les petites cités italiennes tenaient tête aux indignes successeurs de Charlemagne, les croisés aux hordes musulmanes ; le chevalier bardé de fer était aux genoux de la femme, le riche au chevet du pauvre ; les ouvriers associés traitaient d'égal à égal avec les rois et avec les plus grands seigneurs. Si parfois le droit était matériellement vaincu, dans sa défaite même il triomphait : à l'exemple du roi d'Angleterre, agenouillé au tombeau de saint Thomas de Cantorbéry, le vainqueur était bientôt contraint de s'humilier et d'implorer le pardon de sa victime <sup>1</sup>.

### 3) Et la liberté religieuse ?

L'Église a donc assuré la justice sociale et politique. Même le monde moderne ne peut nier son action bénéfique envers les esclaves, les pauvres, les malades, les femmes et les enfants. Mais il s'empresse d'ajouter qu'elle a méconnu la « liberté religieuse ». La chrétienté fut sans doute une étape

---

1 — Chapitre VIII (« Liberté politique dans l'Église »).

du progrès de l'humanité. Mais c'est une étape révolue, définitivement dépassée par le monde moderne, qui a su, lui, libérer l'esprit humain des dogmes. Et tout éloge de la chrétienté médiévale ou de l'œuvre civilisatrice de l'Église est aussitôt interrompu par la question rituelle :

– *Et l'Inquisition ?*

– L'Inquisition ! L'argument tout-terrain du monde moderne : efficace à tous les coups, par tous les temps, en toutes positions et sur tous les sujets, dès que l'Église est en cause. Mais Keller ne se laisse pas intimider par le grand épouvantail. Tranquillement il démontre que l'Église a toujours été la grande garante de la *vraie* liberté religieuse – et surtout au Moyen Age.

• *La liberté absolue est impossible*

D'abord, en matière religieuse comme en toute autre, la liberté absolue est impossible. C'est une chimère qui n'a jamais existé : une sotte utopie ou un mensonge intéressé.

Ceux-mêmes qui proclament la liberté religieuse comme un principe s'empresment de la limiter de façon plus ou moins discrète au nom de « l'ordre public » : notion assez élastique que les pouvoirs publics peuvent aisément étendre ou restreindre, et qui a servi de prétexte aux pires persécutions.

Qui donc jugera de ce qui doit être autorisé et de ce qui doit être réprimé ? C'est finalement la question essentielle.

La répression religieuse a toujours existé, et elle existera toujours, aussi bien que la répression politique et sociale. Elle est indispensable pour maintenir la paix, l'ordre et les mœurs. Toute la question est de savoir si c'est le pouvoir civil ou le pouvoir spirituel, qui sera le juge en dernier ressort de son emploi. Entre les mains de l'État, elle devient dure, inique, arbitraire comme ceux qui l'exercent. Les hommes les meilleurs y apportent encore l'esprit de violence et de domination dont leur nature est empreinte. Dieu seul, par son Église, peut les adoucir, les modérer, leur communiquer quelque chose de sa patience et de sa miséricorde infinie.

L'homme est *naturellement* intolérant quand on touche à ce qu'il a de plus sacré,

aussi une autorité supérieure était-elle nécessaire, non afin d'exciter, mais afin de calmer et de modérer les colères populaires. Elle n'avait pas à armer, mais, au contraire, à retenir le bras séculier, toujours si prompt à frapper. Telle fut l'action de l'Église, se réservant à elle seule le droit de juger les crimes contre la foi, et résistant énergiquement toutes les fois que les pouvoirs civils s'arrogeaient le droit de devancer ses arrêts. Le Saint-Siège blâma les massacres des juifs, et leur offrit toujours à Rome un asile inviolable. Il protesta contre le supplice des Templiers, plus tard contre les dragonnades. Et, quant à cette fa-

meuse inquisition espagnole, dont il prit souvent sur lui de tempérer les décisions, elle-même, on n'en peut douter, fut une digue au débordement des cruautés, chez un peuple irrité par des siècles de combats, et prêt, sur un soupçon, à exterminer les traîtres.

• *L'hérésie, crime social*

Mais tout en usant de douceur, l'Église devait protéger la société chrétienne contre la propagande hérétique.

Infiniment plus libérale que les autres religions, l'Église a toujours posé et maintenu, comme un principe inviolable, le respect et la tolérance de ceux qui ne sont pas nés dans son sein, et elle les laisse libres d'élever leurs enfants dans leur propre culte. Mais il n'en est pas de même de celui qui, après avoir vu, ferme volontairement les yeux à la lumière, de celui qui, après avoir plané dans les hauteurs du monde surnaturel, redescend et se confine, par sa faute, dans les basses régions du monde naturel. A ses yeux, cette chute n'est jamais désintéressée. Si c'est le dévouement, l'humilité, l'abnégation, qui préparent à la Foi, c'est l'orgueil, l'égoïsme ou quelque autre vile passion à satisfaire, qui cherche un refuge dans le scepticisme.

Ce qui est, au jugement de l'Église, une faute personnelle, devient un crime politique et social, quand, sortant du sanctuaire de sa conscience, l'hérésie ou l'incrédulité s'étale au grand jour, et exerce autour d'elle un dangereux prosélytisme. En effet, non seulement les novateurs trompent la multitude en lui présentant une vérité mutilée, et en entravant ses libres rapports avec Dieu ; mais, en même temps, ils exploitent ceux qu'ils ont trompés ; ils ne leur parlent de liberté que pour leur ravir leurs biens les plus chers et les conduire à la servitude. Toute falsification de la vérité, n'ayant d'autre but, d'autre raison d'être que de trouver une façon plus commode d'user de la fortune et du pouvoir, est un moyen déguisé d'en prendre une plus grande part pour soi et, par conséquent, de diminuer celle des autres. C'est un stratagème des plus forts pour s'emparer des biens, de la femme ou de l'autorité d'autrui ; par conséquent, c'est une atteinte à la morale, à la justice, au droit, et avant tout à la liberté générale.

On peut dire, réciproquement, qu'au fond de tout conflit politique et social il y a une question de justice ou de morale, partant, une question religieuse engagée. Tant qu'une foi commune règle les rapports des hommes entre eux, tout procès, toute guerre est facile à éviter ou à terminer, en appliquant les principes sur lesquels on est d'accord. Pour avoir chance de succès, une attaque contre la propriété, la famille ou le pouvoir, est donc condamnée à s'abriter sous le manteau d'une religion nouvelle, jetant dans un autre moule les esprits et les consciences. De là vient qu'au sein de la grande république chrétienne, les ennemis de la société s'en prenaient, avant tout, à l'Église.

• *Légitime défense*

Loin de s'imposer par la violence, l'Église n'a utilisé la force que pour défendre et protéger la foi de ceux qui étaient déjà ses enfants.

Contre des ennemis qui ne reculaient devant aucun moyen pour la détruire, l'Église n'a réclamé l'usage de la force qu'à la dernière extrémité et avec une répugnance sincère. Quels qu'aient pu être les excès de ses enfants, excès inévitables dans les luttes humaines, il est hors de doute que les catholiques ont toujours surpassé leurs adversaires en générosité, en modération, en longanimité. De son côté, le Saint-Siège n'a pas cessé de blâmer et de contenir les écarts de leur zèle. Le sang que l'Église a ainsi empêché de verser au Moyen Age, non seulement en prévenant, par l'union des cœurs, les guerres publiques et privées, mais encore en atténuant le châtement des rebelles et des apostats, est sans proportion avec celui qu'elle a dû laisser couler, comme sanction suprême de ses lois. Entre ses mains et sous son contrôle, la force morale était arrivée à son plus haut degré de puissance ; la force matérielle, la contrainte, les peines corporelles, qui révoltent notre nature, étaient de plus en plus réduites. Il n'y avait plus qu'à marcher dans cette voie pour assurer [...] l'adoucissement des mœurs.

Keller répond enfin à ceux qui craignent un retour au Moyen Age :

Le Moyen Age, avec ses mœurs rudes et souvent cruelles, serait-il donc le type de perfection, auquel le Saint-Siège voudrait nous ramener ? Non, certes ; ce n'est pas à la barbarie que Rome nous convie, mais bien au respect de la vérité, qui a été assez puissante pour vaincre la barbarie. Loin de nous faire reculer vers les ténèbres, Rome nous offre l'instrument de progrès qui a émancipé nos pères, et a fait éclater, dans les temps les plus durs, des prodiges de générosité et de grandeur d'âme.

Et si la papauté déviait ?

Cette deuxième expérience historique a été concluante : l'Église a donné aux hommes (par surcroît, car ce n'est pas sa mission essentielle) la justice sociale, l'ordre politique et le progrès de la civilisation.

Mais qu'en sera-t-il de l'avenir ?

Pour peu qu'on ait étudié l'histoire, il est impossible de contester les bienfaits de la souveraineté spirituelle, qui a su être jadis le lien pacifique de peuples belliqueux, la modératrice de races violentes et sanguinaires. Cependant, il reste à quiconque connaît la nature humaine une inquiétude secrète. Comment les papes résisteront-ils au vertige que doit donner une pareille suprématie ? Comment ne pas succomber, un jour ou l'autre, à la tentation de dominer les puissances de ce monde au lieu de leur servir de contrepoids, de diriger à son profit la liberté humaine, au lieu de se sacrifier perpétuellement à sa préservation et à son progrès ?

Que l'Église supporte intérieurement une pareille épreuve, ce sera le dernier et le plus irrécusable trait de son caractère divin. Mais si elle faiblit, si elle dévie ?

Ici, Keller invoque deux garanties surnaturelles. D'abord, la sainteté, qui n'a jamais manqué à l'Église :

Nous touchons ici au point, en quelque sorte, le plus divin de l'œuvre catholique ; à la clef de voûte de l'édifice, au chef-d'œuvre de la liberté humaine, se donnant tout entière au service de la vérité, à la seule force offensive qui puisse étendre le domaine du bien. Quiconque ignore l'action des saints, et prétend expliquer le règne de la foi par je ne sais quelles combinaisons d'intérêts humains, ne comprend rien à la vie intime de l'Église. [...]

Ne cherchez pas ailleurs la véritable force offensive du catholicisme. Là est la sève cachée qui le rend toujours jeune, le remède suprême qui le préserve de la corruption et des abus inséparables des œuvres humaines. Si l'indépendance et la suprématie de l'autorité spirituelle offrent au peuple une garantie contre l'aristocratie qui dégénère si facilement en féodalité, contre la monarchie qui tend naturellement à se transformer en autocratie, l'action directe de Dieu et des saints le préserve, en même temps, des abus possibles de la théocratie. Toutes les libertés sont ainsi portées à leur plus haut degré, et couronnées par la liberté la plus pure, la plus élevée, la plus désintéressée, celle des âmes qui renoncent à tout pour chercher le royaume de Dieu et sa justice, c'est-à-dire le bien universel.

De toute manière, garantie suprême, Dieu veille :

Plus jaloux que personne de la beauté de son œuvre et de la pureté de vues de ses enfants, il n'a jamais permis qu'on exploitât sa cause. Il s'est montré impitoyable pour quiconque l'a défendue dans des vues trop personnelles. Quant à ceux qui, plus coupables, auraient voulu la dominer ou la fausser complètement, avant d'y parvenir, ils ont été rejetés dans le schisme ou dans l'hérésie, comme ces débris inutiles que la mer vomit sur le rivage. Pendant ce temps-là, l'Église s'est rajeunie par l'adversité et par les souffrances, qu'elle a toujours préférées à une paix honteuse et à d'injustes transactions <sup>1</sup>.

### 3<sup>e</sup> et 4<sup>e</sup> expériences : la rechute, par paliers

C'était presque prévisible : après avoir expérimenté le césarisme et la chrétienté, l'humanité devait être tentée par les formules intermédiaires. Entre le refus total de l'Église (césarisme romain) et *l'État dans l'Église* (chrétienté), il y a place pour *l'Église dans l'État* (3<sup>e</sup> expérience : le schisme)

1 — Chapitre IX (« Liberté religieuse dans l'Église »).

et *l'Église selon l'État* (4<sup>e</sup> expérience : l'hérésie). Mais ces formules se révèlent glissantes. Elles mènent, par paliers, à l'expérience révolutionnaire (*l'État sans l'Église*), retour au césarisme.

### Troisième expérience : le schisme

Régénérée par le Christ, l'humanité reste déchue en Adam et encline au mal.

De plus en plus réduites et domptées, l'ambition, la volupté, l'avarice, rongeaient leur frein et enviaient tout bas la pâture si abondante dont Mahomet les avait dotées en Orient. Mais, comment entamer l'édifice catholique, comment s'en emparer [...] pour en faire le palais de l'égoïsme et de quelques convoitises privilégiées ? [...] Il y fallait de la lenteur, de l'habileté, surtout de l'hypocrisie. Sans rien changer à la doctrine, ni à la hiérarchie [...], le mieux était, pour commencer, de mettre la main sur le pape. En confisquant à leur profit ce pouvoir suprême, les princes se flattaient de s'affranchir de l'autorité religieuse, et de la conserver au-dessous d'eux pour maintenir les peuples dans l'obéissance.

Ils deviendraient ainsi tout-puissants, et nul ne donnerait plus le signal des protestations ni des résistances légitimes, quand ils dépouilleraient leurs vassaux, ou que, sans les consulter, ils accablent leurs sujets d'impôts.

#### • *La tentative allemande*

Les plus grands potentats de l'Occident, les empereurs d'Allemagne tentèrent, les premiers, l'entreprise. Lorsque leur devancier, Charlemagne, avait rendu au Saint-Siège ses possessions, et qu'en échange le pape Léon III, le sacrant empereur, l'avait désigné au monde chrétien comme le souverain par excellence, il y avait eu là, entre le fait et le droit, entre la force matérielle et la force morale, une union intime et féconde, d'où elles étaient sorties toutes deux plus puissantes et plus libres. La force matérielle s'était mise au service de la force morale, et, en constituant aux papes un domaine temporel, elle avait pour longtemps garanti leur pleine indépendance. De son côté, la force morale avait communiqué à la force matérielle ce qu'elle possédait de grandeur et de majesté. Elle avait assuré pour des siècles aux princes chrétiens, fidèles à leurs engagements, l'amour et le respect de leurs peuples.

Par ce pacte solennel et librement consenti, les empereurs tenaient la consécration de leur autorité d'un faible pontife, qui restait à leur merci et que, d'un instant à l'autre, ils pouvaient écraser. [...]

De là, pour le pouvoir civil, [...] la tentation naturelle d'envahir peu à peu le domaine spirituel, en faisant accepter à l'Église la servitude qu'on lui imposait, en échange des libertés qu'on lui laissait. Ces restrictions à l'indépendance des consciences s'insinuèrent partout, sous prétexte d'indépendance nationale. Les

peuples ne virent pas qu'on diminuait d'autant la seule garantie de leur vraie liberté. De son côté, dans son empressement à s'affranchir de tout contrôle religieux, l'État semblait oublier qu'il minait, par là même, la base morale de sa propre souveraineté. [...] Les empereurs prétendirent [...] disposer à leur gré des sièges épiscopaux, des bénéfices ecclésiastiques et enfin de la tiare. A la première résistance, ils se ruèrent sur l'Italie. Mais leurs armées et leurs intrigues vinrent se briser contre le roc de saint Pierre, et les papes triomphèrent par leur seule puissance morale. Entre tous, brilla par son courage cet intrépide Grégoire VII, vainqueur du césarisme renaissant, sauveur de toutes nos libertés, qui a ainsi mérité l'honneur d'être poursuivi, jusqu'à la fin des temps, par la haine et les rancunes de tous les amis du despotisme.

• *La tentative française (Philippe le Bel)*

Ce premier essai fut repris plus habilement par les rois de France, héritiers de la prépondérance des empereurs d'Allemagne. A ce moment, les papes venaient de disposer des trônes de Naples et de Hongrie en faveur des enfants de saint Louis, et ils les acheminaient ainsi rapidement vers la couronne impériale. Fils ingrats et insatiables, ils accusèrent le Saint-Siège d'avoir rompu le pacte qui l'unissait aux pouvoirs civils. A les entendre [...], Rome aspirait à l'omnipotence spirituelle et temporelle : excellent moyen de dissimuler qu'ils y aspiraient eux-mêmes. [...]

Cette hypocrisie eut un plein succès. La France a eu, en Philippe le Bel, son Frédéric II, son Victor-Emmanuel triomphant, faisant mourir le pape de douleur, et le remplaçant par une créature <sup>1</sup> enfermée dans Avignon. Pour avoir combattu et asservi le Saint-Siège, ce despote, le plus affreux qui ait déshonoré les siècles chrétiens, a trouvé indulgence et tendresse auprès de tous les ennemis de l'Église, et il reçoit encore, aujourd'hui, un brevet de libéralisme pour les actes d'absolutisme religieux qui en ont bientôt fait le pire des tyrans. Avec les libertés de l'Église, celles des grands vassaux et des communes, et jusqu'aux dernières notions d'honnêteté disparurent sous la main du roi faux-monnayeur, bourreau des templiers et exterminateur de la bourgeoisie flamande.

• *Le châtiment divin*

Cependant la puissance du Saint-Siège, que les rois de France avaient espéré confisquer à leur profit, ne vivait qu'en vertu de son indépendance. Elle s'évanouit entre leurs mains, et ne cessa de baisser tant que dura la captivité des papes en Avignon. A leur départ, la France, pour se venger, se lança ouvertement dans le schisme, et se fit des papes à elle. Mais, non loin de conquérir ainsi l'empire du monde, elle vit successivement l'Allemagne et l'Italie lui échapper, sa race royale s'éteindre dans l'imbécillité, et les Anglais mettre deux fois sa vie nationale en péril.

---

1 — *Syllabus*, prop. 35.

• *Le gallicanisme prépare la Révolution*

Sainte Catherine de Sienne avait délivré la papauté ; Jeanne d'Arc sauva la France. Toutefois, le mal était trop profond pour se guérir en un jour, et, en France, les tendances schismatiques avaient jeté leurs racines pour des siècles. Habités à se passer du pape et à tenir leurs mitres ou leurs bénéfices du roi, évêques et docteurs s'étaient fait sur l'autorité spirituelle une théorie dangereuse, au moyen de laquelle ils espéraient dominer le Saint-Siège, ou du moins rester indépendants de lui. Cette théorie portait en germe toutes les révolutions futures.

• *Le schisme complet*

Qu'est-ce que le schisme, en définitive ?

[C']est à la fois l'exploitation de la vérité au profit d'une nation, qui veut dominer les autres, et la confiscation de l'autorité spirituelle au profit du pouvoir civil, qui devient par cela même absolu.

La pragmatique sanction de Bourges, la déclaration de 1682, et plus tard les articles organiques n'ont été que les vellétés schismatiques et autocratiques de Charles VII, de Louis XIV et de Napoléon I<sup>er</sup>. Schisme et autocratie sont synonymes. [...]

Incomplet en Occident, le schisme a porté tous ses fruits dans l'empire grec et en Russie. Il est là, vivant à nos portes, chef-d'œuvre du despotisme et de l'autocratie aspirant à la monarchie universelle.

Et de même que le gallicanisme a préparé la Révolution française, de même Keller voit, dès 1865, le schisme russe préparer le socialisme (sans prévoir cependant le renversement du Tsar) :

Par cela seul qu'il vit séparé de Rome et sous la dépendance du pouvoir civil, le clergé y est tombé au dernier degré d'avilissement. Cette puissance morale n'étant plus qu'un docile rouage administratif, l'autorité des czars n'a plus connu de frein. Liberté politique, liberté sociale, tout, avec la liberté de conscience, a été sacrifié à cette prétendue conquête du monde, que Pierre le Grand a léguée à ses successeurs. Sauf quelques essais de révolte durement châtiés, les grands se sont contentés de servir ces projets de domination universelle ; les petits ont vécu dans un servage matériel et intellectuel. S'il est question aujourd'hui de leur émancipation sociale, on peut dire d'avance que ce progrès partiel tournera tout entier au profit du despotisme central et de la force militaire des czars. Ce ne sera que l'évolution naturelle de l'autocratie, dont les tendances niveleuses et socialistes sont un des traits caractéristiques <sup>1</sup>.

---

1 — Chapitre X (« Le schisme ou l'Église dans l'État »).

## Quatrième expérience : le protestantisme

Du schisme à l'hérésie, de la confiscation à la falsification de la vérité, il n'y avait qu'un pas.

### • *Le protestantisme : révolte aristocratique*

Aujourd'hui que le protestantisme est devenu, pour les uns, une croyance traditionnelle, reçue de leurs aïeux, et souvent accompagnée de vertus respectables ; pour les autres, un rationalisme élastique, se dégageant peu à peu de toutes les formes religieuses, de tous les enseignements bibliques, et aboutissant au règne de la raison pure, il est facile d'oublier ce qu'était à son début la réforme du 16<sup>e</sup> siècle. A cette époque, on ne faisait pas des religions nouvelles pour le plaisir de ruiner celle de ses pères, mais bien pour prendre plus facilement la place, la fortune, et au besoin la femme d'autrui. [...]

Jusqu'alors, eût-on tenu le pape prisonnier, on ne pouvait ni divorcer, ni prêter à usure, ni voler le bien des couvents, et il en avait coûté cher aux Albigeois pour le tenter. Mais, l'autorité spirituelle s'étant peu à peu affaiblie sous l'étreinte du pouvoir civil, nobles, gens de lettres et financiers purent reprendre impunément, sous prétexte d'affranchissement, un plan commun d'exploitation et de falsification aristocratiques du christianisme.

La civilisation avait marché. Ce n'étaient plus des brigands, vivant dans leurs donjons de crimes mystérieux ; mais de beaux esprits, pétris de latin et de philosophie, des chevaliers galants, des marchands riches et aventureux, pensant que leur jour était venu, et qu'à eux appartenait le droit de régir le monde selon leur bon plaisir.

### • *La religion des seigneurs*

Ne pouvant tout changer à la fois (le bon peuple aurait encore pu se révolter), on convint de garder la Bible, à condition de l'interpréter à son gré, d'en déduire le divorce, la bigamie, voire même la polygamie.

Tout moins défroncé, tout prêtre sans mœurs devint un petit prophète infaillible, au service de son seigneur, ou parfois seigneur et pontife lui-même. Nobles et sectaires s'entendirent pour partager les biens de l'Église, au nom du pur Évangile. Entre ces mains choisies, le libre examen était un instrument précieux ; mais si, par malheur, quelque pauvre diable s'avisait d'y toucher à son tour, gare à la torture et au bûcher. On fit voir aux paysans d'Allemagne que la Réforme n'était pas faite pour gens de leur espèce, et qu'ils devaient se tenir pour honorés de suivre la religion de leur seigneur. Il est sur les bords du Rhin tel village qui, en cinquante ans, a dix fois changé de confession. Quiconque résistait était banni, saisi, brûlé, et ses biens confisqués, toujours au nom de la liberté de conscience.

En vérité, à ces inventeurs de religions, qui se connaissaient entre eux, il a fallu toute la gravité anglo-saxonne pour prêcher, sans rire, ici la confession d'Augsbourg, là celle de Calvin, plus loin celle de Henri VIII ou d'Élisabeth, partout leur propre infaillibilité.

Et, quant aux malheureux peuples qui les subissaient, les distances, les barrières, les entraves et les violences de toutes sortes n'ont pas été de trop pour leur faire accepter comme paroles de l'Esprit-Saint ces mille et une interprétations diverses. Car, ou bien il y avait une véritable Église, une véritable doctrine révélée par Dieu, et alors la liberté de conscience exigeait que ce dépôt fût sacré pour tous et, avant tout, pour les grands, intéressés à le falsifier ; ou bien la religion n'était qu'une invention humaine pour exploiter la foule en compagnie du pouvoir, et alors que gagnait-on à fuir l'autorité du pape pour se jeter, tête baissée, sous le joug de quelque mauvais prêtre, repoussé du sein de l'Église ?

### • *De la féodalité territoriale à la féodalité financière*

Pour vivre en dépit d'une si étrange inconséquence et d'une atteinte si manifeste à la liberté religieuse des masses, l'hérésie a bientôt reconnu la nécessité de conserver et de maintenir par la force une portion importante de la morale catholique, pendant qu'elle gardait, comme soutien puissant, l'appui de quelques grandes passions satisfaites. De là une sorte d'équilibre et de stabilité. Le schisme avait été le triomphe de l'autocratie ; le protestantisme fut celui de la féodalité territoriale, intellectuelle et surtout financière.

Sensuelle à son début, la Réforme se voua définitivement à l'attrait plus austère de l'argent et du pouvoir. Douée au plus haut degré de ce génie mercantile qui avait fait la fortune des Juifs au Moyen Age, elle accapara et transforma le commerce, l'industrie et la banque. Elle fonda à Genève, en Hollande et en Angleterre, cette puissance jusqu'alors inconnue des capitalistes, qui devait partout supplanter et ruiner les corps de métiers, c'est-à-dire le capital uni au travail, et ensuite propager et exploiter le prolétariat, c'est-à-dire le travail dénué de capital. La même influence aristocratique s'exerça en politique. En France, les grands rêvaient le morcellement du territoire ; en Allemagne, ils brisèrent l'unité de l'empire, et commencèrent les longues luttes d'où est sortie la Prusse ; en Angleterre, ils décapitèrent Charles I<sup>er</sup>, et réalisèrent le type le plus achevé de la féodalité protestante. Chose digne de remarque, c'est de la même époque que data, malgré les résistances et les réclamations de l'Église, le rétablissement de l'esclavage par la traite des noirs, et en même temps l'aggravation du servage en Russie et en Pologne.

### • *Protestantisme : la liberté des plus forts*

Cette nouvelle liberté n'était donc pas autre chose que celle des plus forts, concentrée, non plus dans une seule main comme en Russie, mais dans une certaine classe de la société. De là, au premier abord, certaines apparences plus bril-

lantes, et la nécessité, chez les grands au pouvoir, de l'esprit de conduite et du patriotisme intelligent, qui ont fait l'éclat des républiques antiques. Au fond, c'est le même génie politique qu'en Russie. Mêmes principes pour s'agrandir, ou plutôt nul autre principe que le fait accompli et l'intérêt bien entendu ; en religion, même intolérance chez soi, même hypocrisie de libéralisme chez les autres ; au résumé, réunion dans quelques mains privilégiées de tous les pouvoirs, spirituels et temporels, de la terre et des capitaux, exploitation habile d'un peuple auquel on laisse des prêtres et un culte pour le contenir, et à qui on donne, à son tour, le monde entier à exploiter par le commerce et par l'industrie, voilà la féodalité protestante dont l'Angleterre étale à nos portes la puissante domination.

Mais, à côté des vainqueurs justement fiers des succès d'une habileté consommée, il faut voir et compter les victimes, les populations ouvrières conduites à la misère par un travail abrutissant, l'Irlande appauvrie et incapable de nourrir ses enfants, l'Inde tout entière se débattant dans la barbarie sans recevoir de ses dominateurs le moindre secours moral <sup>1</sup>.

## 5<sup>e</sup> expérience : la Révolution

La 5<sup>e</sup> expérience historique, inaugurée par la Révolution de 1789, est encore en cours. Keller y consacre plusieurs chapitres. Il annonce que le culte de la déesse Raison (élevée sur les autels à la place du crucifix) entraînera, après la désorientation générale des esprits, le règne de l'absurde. Que l'adoration du Progrès générera une effroyable décadence. Que la Liberté, établie en valeur suprême, nuira de plus en plus aux faibles et aux pauvres, privés de toute protection face à la tyrannie des plus forts, des plus rusés et des plus riches. Elle détruira les frontières et mènera à l'esclavage universel. Et si l'on essaie de la contrebalancer par le principe de l'Égalité, on aura le socialisme, toute-puissance d'un État centralisateur imposant lui aussi l'esclavage, par l'intermédiaire d'une armée de fonctionnaires. Mais « le sort en est jeté », conclut-il mélancoliquement, l'humanité ira jusqu'au bout de ces funestes expériences.

Face à ceux qui, déjà, s'effraient de la centralisation galopante – cette centralisation qui mène au mondialisme –, face à ceux qui réclament à grands cris la « décentralisation », Keller est très clair : qu'on le veuille ou non, l'humanité recherche l'unité. Aussi, l'alternative est simple :

– soit l'humanité marche vers l'unité *surnaturelle*, l'unité catholique, qui est d'ordre intellectuel et moral, et qui respecte la diversité naturelle des peuples et des nations ;

---

1 — Chapitre XI (« L'hérésie ou l'Église selon l'État »).

– soit elle refuse ce principe d'unité *supernaturelle* et, par la force des choses, sera entraînée vers une centralisation massifiante, supprimant progressivement toute diversité politique et sociale.

Si peuples et princes ne redeviennent pas politiquement chrétiens, on aura beau parler de décentralisation, on centralisera malgré soi et par la force des choses. En effet, qu'est-ce que la centralisation ? Qu'est-ce que cette puissance bureaucratique, qui nous enlace dans les réseaux de ses innombrables agents, et nous met, au nom de la liberté, à la merci de fonctionnaires inviolables et irresponsables ? [...] Comment la supprimer du jour au lendemain, si l'on ne connaît à fond sa raison d'être ? Comment la ralentir, si l'on n'arrête, dans son principe, l'impulsion qui la fait marcher de siècle en siècle, et la rend plus forte que toutes nos révolutions ?

Tout homme centralise, c'est-à-dire qu'il cherche à vaincre les obstacles que la matière, la distance et la diversité des races, des langues et des volontés opposent à l'exécution de ses projets, bons ou mauvais. La centralisation est donc, en elle-même, un effort vers l'unité. Jadis la confusion de Babel, le morcellement des peuples, des provinces, des idées, formait, sur toute la surface du globe, une espèce de végétation spontanée : les hommes se conservaient de père en fils, sans altération sensible, dans l'indépendance de leur vie propre. Les fondateurs de religions ou d'empires, les commerçants et les industriels sont venus les tirer de cet isolement, pour les jeter dans un moule commun, et les conduire soit vers les sommets glorieux de la civilisation, soit vers les abîmes de la décadence et de la barbarie.

## Bonne et mauvaise centralisation

De là une bonne et une mauvaise centralisation. Le monde antique n'a abouti qu'à une concentration néfaste. En face de l'omnipotence des Césars, Babel était un bienfait ; la Germanie, un dernier rempart de la liberté et de la vigueur primitives. En effet, avec son génie infernal, Rome ne s'assimilait les forces militaires des peuples conquis que pour entreprendre de nouvelles conquêtes, et pour procurer au peuple-roi du pain et des jeux : c'était une machine montée pour dévorer tout ce qu'il y avait de richesse, de force et de vertu sur la terre.

Au lieu de cette unité de fer, l'Église a eu pour mission de fonder l'unité morale et, par elle, la réconciliation des hommes et des peuples, l'affranchissement et la libre expansion de toutes les forces productives. Sous sa main bienfaitrice, on voit s'épanouir les familles, les corporations, les communes, et, comme couronnement, les grandes fédérations du moyen âge, la liberté politique, à la fois accordée à toutes les classes de la société. Avec ce lien moral, les caractères, les intelligences se développent sans contrainte, mais aussi sans discordance, avec leurs nuances propres, unies en une puissante harmonie. Il y a autant de différence entre cette unité du monde chrétien et celle du monde païen, qu'entre une de nos cathédrales, toute vêtue de statues, de vitraux, de peintures, de cloche-

tons, ayant chacune son originalité, et une pyramide d'Égypte dans sa triste nudité. D'un côté, toute liberté disparaît, sacrifiée à un but tyrannique ; de l'autre, tous les progrès intellectuels et matériels trouvent leur place naturelle.

### Union des âmes ou centralisation politique ?

Si la grande fédération chrétienne n'avait eu à combattre que la centralisation turque ou chinoise, elle les aurait vaincues facilement, sans rien changer à l'indépendance de chacun de ses membres. Par malheur, dans son propre sein, on retourna, on organisa contre elle les forces qu'elle avait créées. Pour l'attaquer, se lèvent et les rois absolus, centralisateurs du *pouvoir*, et les hérésiarques, centralisateurs de la *pensée*, et les financiers, centralisateurs de la *richesse*. En sortant de l'unité morale, ils étaient condamnés à fonder des unités factices et violentes, en guerre les unes avec les autres, en guerre avec elles-mêmes, égoïstes dans leur pouvoir, anarchiques dans leur indépendance, toutes plus ou moins calquées sur l'unité césarienne. Ainsi se formèrent les nations centralisées, qui sont une perpétuelle menace pour les nations voisines ; les industries centralisées, qui sont l'arrêt de mort des petites fortunes ; enfin les sectes, les journaux, les sociétés secrètes centralisées, qui imposent un joug de fer aux intelligences vulgaires.

Du reste, l'unité des âmes brisée, si la centralisation qui lui succède est un mal, c'est un mal nécessaire. [...]

Les progrès matériels rendent cette concentration de forces encore plus indispensable. [...] Malgré les projets de loi inspirés par la plus ferme intention de décentraliser, malgré le concert unanime de tous les hommes de cœur et d'intelligence, nous marchons, chaque jour, à de nouveaux et inévitables perfectionnements des rouages administratifs. [...]

### Conclusion : l'unité catholique ou la tyrannie mondialiste

Ainsi, point de liberté sans décentralisation. Mais, point de décentralisation possible, tant qu'on n'aura pas assuré la paix, l'union, l'harmonie entre les partis et les classes qui divisent chaque peuple, et entre les divers peuples qui composent l'Europe chrétienne ; c'est-à-dire, tant qu'on n'aura pas remplacé la centralisation matérielle et césarienne par la centralisation morale et catholique <sup>1</sup>.

En 1865, Keller espérait que le Syllabus suffirait à éclairer les esprits.

En 1909, il constate qu'on a refusé la lumière. « Désormais, la crise est inévitable. » Mais il persiste à espérer qu'« au lendemain d'une tempête pleine d'enseignements, la vérité apparaîtra claire et féconde <sup>2</sup> ».

1 — Chapitre XVIII (« Vérité politique principe de la liberté politique »).

2 — Chapitre XXIII (« Post-scriptum »).

# LE SEL DE LA TERRE

*Donner le goût de la sagesse chrétienne*

*Revue trimestrielle  
de formation catholique*



Maintenir et conserver la saveur du sel de la doctrine quand tout autour devient insipide par la suite de l'abandon de Dieu, c'est le défi que la revue s'impose par son nom même. Le *Sel de la terre* vous offre tous les trois mois des articles simples, diversifiés, adaptés et d'une sûreté doctrinale éprouvée afin de nourrir votre vie spirituelle.

- **Simple**, le *Sel de la terre* ne requiert de ses lecteurs **aucun niveau spécial de connaissance** ; il s'adresse à tout catholique qui veut approfondir sa foi.
- **Diversifié**, le *Sel de la terre* propose à tous une **formation catholique vraiment complète** : études doctrinales et apologétiques, spiritualité et Écriture sainte, histoire et arts de la civilisation chrétienne viennent tour à tour nourrir votre intelligence.
- **Adapté**, le *Sel de la terre* présente les vérités religieuses **les plus utiles** à notre temps et dénonce les erreurs qui menacent aujourd'hui les intelligences.
- **Traditionnel**, le *Sel de la terre* est publié sous la responsabilité d'une communauté dominicaine qui se place **sous le patronage de saint Thomas d'Aquin**, pour la sûreté de la doctrine et la clarté de l'expression.

---

**Cet article vous a plu ?**

**Vous pouvez :**

[Vous  
abonner](#)

[Découvrir  
notre site](#)

[Faire  
un don](#)

**Trouvez plus de 1000 articles en accès libre !**